



**HAL**  
open science

# La qualité : une nécessité vitale pour l'économie et l'agriculture françaises

Lucien Bourgeois

## ► To cite this version:

Lucien Bourgeois. La qualité : une nécessité vitale pour l'économie et l'agriculture françaises. Qualité et systèmes agraires : Techniques, lieux, acteurs, 28, INRA, 380 p., 1994, Etudes et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement, 2-7380-0550-0. hal-02843787

**HAL Id: hal-02843787**

**<https://hal.inrae.fr/hal-02843787>**

Submitted on 7 Jun 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# La qualité : une nécessité vitale pour l'économie et l'agriculture françaises

Lucien BOURGEOIS

APCA, 9, av. Georges V, 75008 PARIS

La qualité ne doit pas être un terme à la mode suffisamment mal défini pour contenter tout le monde à la fin des discours officiels, c'est une exigence incontournable pour permettre à la production française de rester compétitive. Dans la décennie 80, le contexte économique des exploitations françaises a été complètement bouleversé. La progression rapide de la qualité ou plus précisément l'adaptation permanente de la production aux besoins des consommateurs est la seule stratégie qui nous permettra de maintenir ou d'améliorer notre niveau de vie malgré la concurrence internationale.

Rappelons les lignes de force de l'évolution économique générale de ces dernières années qui ont une influence déterminante sur l'offre et la demande de produits agro-alimentaires.

## 1. Démographie : la population de la CEE va diminuer

La France se situe dans le groupe des pays industrialisés qui ont un haut niveau de vie et qui détiennent de ce fait une part très importante de la richesse mondiale. La CEE représente désormais près d'un quart de la richesse mondiale, soit autant que les USA. Pour autant que les comparaisons internationales de niveau de vie

entre le Nord et le Sud aient une signification économique, la France détiendrait une part plus importante que la Chine dans la richesse mondiale pour une population plus de 20 fois inférieure. La population européenne s'est accrue de 60 millions d'habitants depuis la deuxième guerre mondiale. C'est beaucoup moins qu'aux USA ou en ex-URSS, mais cela a représenté un marché non négligeable. Pour l'avenir, il faut s'attendre à une baisse de 8 à 10 millions d'habitants dans la CEE d'ici l'an 2010. La CEE sera, avec le Japon, la seule zone dans cette situation.

## 2. Croissance : l'essoufflement

Dans les 40 dernières années, on a pu compenser une faible croissance démographique par une forte croissance du pouvoir d'achat par habitant. Depuis 1973, les rythmes de croissance ont fortement diminué au fur et à mesure que les pays européens rejoignaient les standards de niveau de vie de l'Amérique du Nord. Le cas le plus typique concerne le Japon. Habitué à des taux de croissance de 7 à 8% par an (doublement en 10 ans), ce pays semblait échapper à la loi commune, mais ces dernières années, il connaît lui aussi une chute importante de son rythme de croissance du PIB.

### **3. Echanges : peu d'espoirs de débouchés supplémentaires pour les matières premières agricoles**

A défaut de marché intérieur porteur, peut-on espérer un développement des échanges extérieurs ? On est en droit de le penser à la lumière de ce qu'on a pu observer depuis 40 ans car la croissance des exportations a toujours été beaucoup plus rapide que celle du PIB.

On a assisté en effet après la deuxième guerre mondiale à un retournement complet de stratégie par rapport à la période de l'entre-deux-guerres. Les barrières douanières ont été progressivement abolies entraînant une interpénétration croissante des marchés. Les négociations du GATT ont largement contribué à ce développement des échanges.

Mais n'est-on pas en train d'aboutir à des impasses graves ? On constate en effet que les exportations progressent à peu près exclusivement entre les seuls pays industrialisés. Qui plus est, les ventes qui progressent le plus sur le marché mondial sont celles de produits manufacturés industriels. Les exportations de produits alimentaires progressent à un rythme quatre fois moins rapide. Quant à celles de matières premières, aussi bien industrielles qu'agricoles, elles sont en quasi-stagnation.

### **4. Politique économique : la France a renoncé aux facilités offertes par les dévaluations**

Autre élément important pour la stratégie commerciale, la politique monétaire. La politique française a pendant longtemps pu profiter de la stabilité globale du système monétaire international assurée par la suprématie du dollar. Cela permettait à la France de dévaluer à chaque fois que nos produits n'étaient plus suffisamment compétitifs sur les marchés mondiaux.

Depuis 1983, la France a changé de politique et a adopté une stratégie voisine de celle de nos partenaires allemands. Cela change radicalement les données du problème de la compétitivité de nos produits car nous avons renoncé à retrouver une compétitivité artificielle sur les prix alors que nous sommes désormais dans le groupe des pays qui ont un coût de la main-d'oeuvre parmi les plus élevés du monde.

Ce n'est pas pour autant une catastrophe. Nos voisins allemands qui ont des coûts plus élevés que les nôtres nous le prouvent tous les jours en développant constamment leurs exportations de produits industriels. Mais cela constitue pour l'ensemble de l'appareil productif français un changement culturel radical à prendre en compte dans les stratégies.

### **5. CEE : l'autosuffisance désormais atteinte pour les produits agricoles**

Par un paradoxe de l'histoire, la France s'est trouvée appartenir géographiquement à la partie de l'Europe la plus peuplée et manquant de ressources agricoles. Cela a permis de mettre en place une Politique Agricole Commune relativement favorable à la production interne.

Résultat, même avec des élargissements successifs, la CEE a atteint l'autosuffisance pour la plupart des produits agricoles de nos pays à climat tempéré. Depuis le début des années 80, la production s'accroît plus rapidement que les utilisations.

Cela n'a pas empêché le développement des échanges. C'est ainsi que la France est devenue structurellement exportatrice nette. Depuis plus de 10 ans, les exportations agro-alimentaires dépassent de 30% nos importations.

L'essentiel du développement de ces exportations s'est fait en direction de nos partenaires de la CEE et pour des produits transformés.

L'autosuffisance atteinte a poussé la CEE à développer ses exportations de produits

agro-alimentaires sur les marchés mondiaux et a permis d'obtenir dans certains domaines des succès importants. Le marché des céréales a vu la CEE passer au second rang des exportateurs mondiaux. Victoire encore plus étonnante, la CEE est devenue certaines années le premier exportateur mondial de viandes bovines. Avec 15 ha de moyenne par exploitation, il n'est pourtant pas évident que la CEE bénéficie des avantages comparatifs nécessaires dans ce type de production !

Depuis le début des années 90, l'ouverture des échanges avec les Pays de l'Est vient encore compliquer le problème. Ces pays ont un potentiel de production agricole comparable à celui de la France. Quant à celui de l'ex-URSS, il est comparable à celui des USA ! A terme, cela signifie qu'il n'y a plus aucun espoir de voir revenir une situation européenne d'insuffisance de la production alimentaire.

## **6. La Chine est devenue le premier producteur mondial de céréales**

Reste la demande des Pays du Sud. On s'attend à un accroissement de la population mondiale de 3 milliards de personnes dans les 30 prochaines années. C'est un accroissement en chiffres absolus encore plus important que celui que l'on vient de vivre. Cette population pourrait constituer des débouchés pour la production agricole européenne.

Toutes les études montrent que rien n'est moins sûr. Les pays européens ont tous compris pendant la guerre que même quand on était riche, il n'était pas prudent de dépendre des approvisionnements extérieurs. La Politique Agricole Commune a été bâtie sur la volonté d'encourager la production intérieure européenne.

Les résultats sont probants aussi bien en Europe qu'en Chine ou qu'en Inde. La Chine est devenue le premier producteur mondial de céréales. On ne connaît pas d'autre stratégie de développement ayant fait ses preuves. Il ne faut donc pas s'attendre à un développement des exporta-

tions de matières premières agricoles sur les Pays du Sud.

## **7. Seule solution : la stratégie Mercédès**

Résumons-nous. Quelle stratégie adopter dans les exploitations agricoles françaises ? Les paramètres à prendre en compte sont désormais :

□ Les contraintes de production : la main-d'oeuvre française est parmi les plus chères du monde. Qui plus est, son coût augmentera encore pour assurer le financement des besoins sociaux croissants et une protection plus attentive du patrimoine (environnement).

□ Le type de demande : plus de développement quantitatif à attendre sur le marché intérieur et un développement des échanges extérieurs concentré uniquement sur les produits transformés vers les pays industrialisés. Il ne semble pas y avoir d'autre solution qu'une recherche systématique d'une diminution des coûts de production unitaires par une meilleure productivité et une amélioration constante de la qualité pour résister au laminage des prix entraîné par la concurrence.

L'industrie automobile allemande doit aujourd'hui rémunérer l'heure de travail la plus chère du monde. Cela ne l'empêche pas d'être performante à l'exportation en s'organisant pour réduire les coûts unitaires par un effort de formation et de productivité et surtout pour faire admettre à ses clients que la qualité du produit justifie un prix plus élevé.

L'ouvrier allemand peut être payé plus cher car il produit davantage que les autres dans la même heure de travail. Le consommateur accepte un prix global plus élevé avec l'espoir d'une satisfaction au kilomètre parcouru plus grande. Les efforts de productivité dans l'agriculture française ont déjà été fort importants pendant la décennie 80. On constate en effet que, contrairement à la période précédente, la productivité des consommations intermédiaires et du capital ne se dégra-

dent plus et ont même tendance à s'améliorer.

Toutefois des progrès restent encore à faire car certains de nos partenaires de la CEE ont été plus vigilants encore que nous.

## 8. BSN, Nestlé, les AOC et les labels ?

Mais, dans un marché favorable aux acheteurs, la productivité ne suffit pas, il faut aussi développer la qualité. Définissons-la comme tous les éléments qui permettent à prix égal d'avoir la préférence du consommateur ou, mieux, de faire accepter un prix plus élevé que les produits concurrents.

Cette qualité peut être donnée au stade de la production, ou à celui de la transformation et du commerce. Pour schématiser, il convient de réfléchir sur les différences qui existent entre la qualité liée au terroir et la qualité des produits "markettés", par les grands groupes industriels de l'agro-alimentaire.

Dans le cas des vins AOC, la qualité du produit est liée aux conditions de production, et même à l'endroit où cette production agricole est effectuée. Le produit incorpore ainsi le savoir-faire de l'exploitant sous ses aspects techniques mais aussi culturels. Dans le cas de la

biscuiterie industrielle, on attend uniquement de l'exploitant agricole la fourniture de matières premières répondant à certaines normes. Le pouvoir de négociation est alors beaucoup plus faible.

Le secteur des volailles en France est un exemple intéressant à observer car il a cumulé une recherche de la qualité par tous les intervenants de la filière. Les résultats sont probants : alors que les productions animales ont quasiment stagné en France depuis 10 ans, la progression de la production de viande de volailles a été de plus de 60 %.

Pour la production cela s'est traduit par un effort de qualité (type d'alimentation, durée d'engraissement, surface disponible) sanctionné la plupart du temps par un label. Cela s'est traduit aussi par une multiplication des espèces disponibles. Pour les industriels, un effort d'innovation a été fait pour offrir des produits nouveaux (portions individuelles et charcuterie de volailles). Pour la partie commerciale, les entreprises ont su prendre des risques sur le Moyen-Orient d'abord et ensuite se positionner davantage sur les pays de la CEE.

Cet exemple montre que la politique de la qualité passe par une adaptation permanente du produit au marché. Cela suppose en particulier l'instauration d'un dialogue entre tous les intervenants de la filière. Cela suppose enfin une explication claire vers les consommateurs, des critères de qualité qui ont été retenus.